



Déclaration du Sgen-CFDT, CAEN du 04/05/2023

M. le Recteur, mesdames et messieurs les membres du CAEN,

Le Sgen-CFDT a hésité à faire cette déclaration.

En effet, à quoi bon s'exprimer puisque le gouvernement est sourd aux revendications des travailleurs et travailleuses, des citoyens et des citoyennes depuis des mois.

À quoi bon rappeler notre rejet de cette réforme des retraites quand même des millions de personnes dans la rue n'arrivent pas à se faire entendre par le gouvernement.

À quoi bon dire notre refus du pacte de rémunération pour les enseignants quand notre ministre ne s'est pas remis en question lorsque toutes les organisations syndicales représentatives lui ont signifié une fin de non-recevoir en quittant la table des concertations.

À quoi bon parler de l'usure de tous les agents de l'Éducation Nationale quand le gouvernement, sous prétexte de modernisation, réduit la fréquence minimale de réunion des formations spécialisées santé et sécurité. Une seule réunion par année est désormais obligatoire pour cette dernière.

À quoi bon contester la réforme en cours de la voie professionnelle quand le président impose, entre autres, une augmentation de la durée des stages contre l'avis de toutes les organisations syndicales et ne retient rien, ou presque, des propositions des organisations qui ont, comme le Sgen-CFDT, participé aux concertations.

À quoi bon remettre en cause la politique de ce gouvernement quand ses détracteurs se font traiter de terroristes par des ministres qui copient la rhétorique de Vladimir Poutine.

À quoi bon parler de dialogue social quand le président, au plus fort d'une crise sociale, ne daigne même pas répondre aux demandes de rencontre des organisations syndicales.

À quoi bon faire des remarques sur les dysfonctionnements de l'Éducation Nationale quand le gouvernement n'écoute pas les recommandations que lui font l'ONU, la défenseuse des droits, Amnesty International, Human Rights Watch, le Conseil de l'Europe et la Ligue des droits de l'Homme sur sa politique de maintien de l'ordre par exemple.

Les raisons étaient nombreuses de ne pas être là. Nous sommes quand même venus, car nous sommes la première organisation syndicale de France. Nous sommes venus, car nous portons et continuerons de porter les revendications des travailleurs et travailleuses de France qui attendent de leur employeur respect, reconnaissance du travail accompli,

juste rémunération et conditions de travail dignes et respectueuses de leur santé et de leur sécurité.

Nous sommes venus, car le D de Démocratie est dans notre ADN et notre nom, et que nous nous devons de la défendre surtout quand les décisions autoritaires du président et du gouvernement ajoutent à la crise sociale une crise démocratique.

La CFDT a toujours prôné le dialogue social. Force est de constater qu'avec le gouvernement et la présidence actuels, il est impossible, car ces derniers refusent d'entendre les justes revendications et ne se remettent pas en cause.

Les sujets à traiter dans notre ministère sont nombreux, nous en citerons quelques-uns, sans les classer : crise du recrutement pour tous les métiers, rémunération, mobilité géographique et fonctionnelle, effectifs dans les classes, santé professionnelle, égalité femmes-hommes, violences subies par les agents, école inclusive, formation continue, intensification du travail, perte de sens... Tous ces problèmes qui impactent nos collègues et qui se répercutent nécessairement sur nos élèves.

Le Sgen-CFDT est prêt à travailler sur tous ces sujets, mais, pour reprendre la conclusion du communiqué du 2 mai de l'intersyndicale : la défiance est profonde et le dialogue ne pourra être rétabli que si le gouvernement prouve sa volonté de prendre enfin en compte les propositions des organisations syndicales. Les annonces présidentielles de ce jour n'en prennent pas le chemin.